



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Bulletin des hôpitaux de Strasbourg

26 février 2024

Troupes russes hors d'Ukraine ! Droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même ! Halte aux puissances impérialistes de l'Otan qui transforment en dollars le sang des travailleurs et des peuples !

Le 24 février 2022, après huit ans de conflit larvé, les chars russes franchissaient la frontière ukrainienne. Deux ans de terribles destructions humaines et matérielles, de déplacements de millions de personnes. Sans qu'on voie la fin de cette guerre. Une guerre qui s'est accompagnée d'une répression féroce à l'intérieur de la Russie : si l'assassinat d'Alexeï Navalny est le plus médiatisé, ce sont des centaines d'opposants et opposantes à la guerre qui ont été enfermés et jetés dans les prisons de Poutine. Malgré cela, les voix continuent à se faire entendre contre cette sale guerre, comme ces femmes de soldats qui manifestent chaque week-end.

Ceux qui ont intérêt à faire durer la guerre

L'invasion de l'Ukraine est intervenue dans un cadre de concurrence impérialiste de la Russie avec l'Occident, les États-Unis en tête, suivis de ses sous-fifres européens dont la France. Sous prétexte d'aide à l'Ukraine, les budgets militaires des pays européens ont explosé, au profit de leurs fournisseurs d'armement. Des milliers de soldats, français, britanniques, américains, ont été déployés à l'est de l'Europe, notamment en Roumanie. Loin d'aider le peuple ukrainien, les États impérialistes occidentaux ne font qu'accroître les risques de généralisation du conflit. Car ce qui compte, pour eux, c'est avant tout de défendre les intérêts de leurs capitalistes ! Comme les autres membres de l'Otan, la France de Macron et son industrie d'armement y ont gagné leur part. Une enveloppe globale de 413 milliards sur sept ans est prévue pour l'armée française. Après quoi Bruno Le Maire nous annonce qu'il va falloir faire 10 milliards d'économies sur l'école et les hôpitaux afin de boucler son budget.

Après avoir financé largement l'armée de Zelensky pendant deux ans, le Congrès américain bloque tout financement de l'armée ukrainienne depuis deux mois. Après tout, le régime de Poutine reste un pilier de l'ordre impérialiste – les ouvriers biélorusses (en 2020), kazakhs (en 2021-2022) et les classes populaires syriennes (en 2015) en ont fait les frais.

Et tous sont déjà depuis plus d'un an dans les starting-blocks de la course à la future reconstruction de l'Ukraine. Aujourd'hui le futur marché de la reconstruction est évalué entre 500 et 600 milliards.

La défense de l'Ukraine, par les travailleurs et avec leurs propres armes


Entre un Poutine voulant lui imposer sa dictature, les loups occidentaux à l'affût des marchés et ses propres capitalistes, le peuple ukrainien ne peut compter pour se défendre que sur lui-même. Les troupes russes occupent presque 20 % du territoire. De son côté, le régime de Zelensky s'appuie sur le grand capital occidental, sur les couches privilégiées de la bourgeoisie ukrainienne aussi, dont des capitalistes qui ont longtemps oscillé entre l'appui de la Russie ou l'appui de l'UE, et voient désormais plus d'opportunités pour leurs affaires du côté du camp occidental. La solution ne peut pas venir de ces ennemis des travailleurs mais de l'irruption des masses ouvrières sur l'arène politique, en toute indépendance des bourgeoisies nationales.

- En Russie, nous affirmons notre solidarité totale avec tous les militants et militantes qui s'opposent au régime de Poutine. Nous exigeons la libération de tous les manifestants et manifestantes emprisonnés.
- En Ukraine, nous affirmons notre solidarité avec toutes les luttes ouvrières, contre l'utilisation de la guerre par le gouvernement pour limiter les droits ouvriers et démocratiques.
- Ici en France, nous disons : Non à la hausse des budgets militaires ! Non aux ingérences impérialistes : retrait des troupes de l'Otan de l'est de l'Europe et du monde !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants.

Mail : etincelle.hopitaux67@gmx.com. Site : <https://nouveau-partianticapitaliste.fr/>

Facebook : NPA l'Étincelle – Hôpitaux

 NPA_Strasbourg

Et ça dure...

...Comme disait le petit lapin aux cymbales. La direction des HUS se fait porte-parole de nos chers gouvernement et président en avouant à la presse que « ce n'est pas un échec, mais cela n'a pas marché... ». L'Unité Sanitaire Mobile, moyen usuellement déployé lors des Situations Sanitaires Exceptionnelles, est toujours en place devant le service des Urgences du NHC.

Ce sont toujours des ambulanciers privés qui effectuent les surveillances des patients en attente de prise en soin par les HUS. Au lieu d'immobiliser des fonds dans des moyens détournés de leur fonction initiale et de financer des entreprises d'ambulances privées, la direction ferait mieux d'embaucher des professionnels de santé afin de pouvoir ouvrir des lits d'aval pour désengorger les Urgences. Encore une fois, si l'exceptionnel tend à durer, c'est que le problème est structurel. Quand nos dirigeants comprendront-ils qu'il ne suffit de mettre du ruban adhésif sur une plaie pour soigner les patients ?

CHU de Toulouse : Valletoux dénonce, mais ne fait rien

Après un viol, une agression sexuelle et le suicide d'un patient, qui a passé plus de 10 jours sur un brancard, dans le service psychiatrique du CHU de Toulouse, Frédéric Valletoux s'est rendu sur place le 20 février. Le ministre délégué à la santé a annoncé une mission de l'Inspection générale des affaires sociales sur le secteur psychiatrique. Les fautifs selon le ministre, les cliniques privées qui n'effectueraient pas le travail. Une jolie pirouette, quand on sait que ce qui pose problème partout, c'est surtout le manque de moyens et de personnel. Une belle manière de dédouaner la gestion catastrophique de ce gouvernement et des précédents, en matière de santé. Bon courage aux enquêteurs qui vont devoir découvrir que l'hôpital est en ruine.

Ce que « préfèrent les smicards », c'est 400 euros d'augmentation et 2 000 euros net par mois !

Accueilli par des huées et des bousculades, Macron a inauguré avec plusieurs heures de retard un Salon de l'agriculture investi par les CRS : accepter les demandes des capitalistes qui dirigent la FNSEA n'a pas calmé la colère des petits paysans qui, eux, ne sont pas des capitalistes.

Le même jour, la Une du journal *La Marseillaise* citait Macron lors d'une rencontre à l'Élysée : « Les smicards préfèrent téléphones et abonnements VOD plutôt qu'une alimentation saine. » On ne sait pas de qui ressort le plus dans ces propos : la morgue ou la bêtise...

Un certain nombre de « smicards » sont obligés de sauter un repas sur deux : sûr que ce n'est pas une façon très saine de s'alimenter ! Et donc, ce que « préféreraient les smicards », c'est ne pas se demander dès le 10 comment finir le mois ; c'est un Smic à 2 000 euros net, entre autres pour pouvoir se nourrir « sainement ».

De bonnes raisons de joindre nos colères à celle des petits paysans !

Bénéfices records pour EDF

Le PDG d'EDF, Luc Rémond, a présenté les résultats du groupe, marqués pour l'année 2023 par un bénéfice record de 10 milliards d'euros. Bénéfice dont l'entreprise publique n'a pas fait bénéficier les consommateurs dont les factures énergétiques ont augmenté de 10 % début février. Il envisage un (petit) geste à l'égard des PME en difficulté. Mais rien pour les ménages modestes.

Des coupes budgétaires claires

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, a annulé 10 milliards d'euros sur les attributions budgétaires. La « transition écologique », les aides à l'acquisition de logement, la PrimRénov sont touchées. Mais c'est surtout l'éducation (700 millions) et l'enseignement supérieur et la recherche (900 millions) qui sont les plus atteints. Il paraît qu'il faudrait faire des économies ? Que le gouvernement commence par supprimer les 75 milliards d'euros que coûtent au budget les exonérations de cotisations sociales faites aux patrons. Et qu'il puise dans les 97 milliards versés aux actionnaires du CAC 40. De l'argent, il y en a : dans les caisses du patronat !

Grande distribution : Le Maire brasse du vent

Sur fond de colère paysanne qui ne s'éteint pas, Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, a annoncé que deux centrales d'achat européennes de la grande distribution qui n'ont pas respecté la loi française sont ciblées par des « pré-amendes » s'élevant à plusieurs « dizaines de millions d'euros ». Ces deux centrales, qu'il n'a pas nommées, ont deux mois pour faire valoir leurs arguments contradictoires, au terme desquels les sanctions seront « définitives ». En outre il a précisé que 150 agents de la Répression des fraudes, un service de Bercy, étaient mobilisés pour contrôler grands industriels et supermarchés. Des initiatives qui ont été applaudies par la FNSEA, la principale organisation agricole, mais qui ne changent rien au fait qu'avec ou sans amende la grande distribution et l'agro-business continueront de contrôler l'agriculture et pousser à la misère les paysans travailleurs.